

Dispositif «FONDS DE MODERNISATION DES EAJE (FME)»

Demande d'Aide financière

Imprimé à retourner à la Caf en un seul exemplaire.

Ce Fonds fait l'objet d'une circulaire Cnaf n° 2018-004 du 18 décembre 2018 applicable au 1er janvier 2019 qui remplace le Plan de rénovation (Pre) et le Fonds d'accompagnement Psu (Fapsu).

Les demandes doivent être adressées avant le début de la réalisation du projet. Aucune facture antérieure à la date de décision de la Commission d'Action sociale (CAS) ne sera prise en compte.

L'examen des dossiers par la CAS sera effectué en fonction de la date de leur dépôt.

- Les demandes transmises avant le 30 avril seront étudiées au cours du 1^{er} semestre.
- Les demandes transmises entre le 1^{er} mai et le 30 septembre seront étudiées dans le trimestre suivant la date de leur dépôt et au regard des disponibilités budgétaires.
- Les demandes transmises après le 1^{er} octobre seront étudiées l'année suivante.

Par courriel sous format PDF à l'adresse suivante : action-sociale-partenaires@caf30.caf.fr

Attention :

- *Tout dossier ne comportant pas de tampon et signature ne sera pas examiné*
- *Compléter un dossier de demande par structure*
- *Tout projet doit être co-financé à hauteur de 20% minimum ; la subvention accordée par la Caf ne peut pas représenter plus de 80% du coût total du projet.*

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Gestionnaire (désignation) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Mail :

Interlocuteur :

Structure (désignation) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Mail :

Interlocuteur :



1- OBJET DE LA DEMANDE

Type de projet Eaje :
.....
.....

Nature des travaux de rénovation (cochez la ou les case(s) correspondante(s))

Toutes les dépenses qui relèvent, en comptabilité, de la notion d'investissement sont éligibles au Fme.

- Coûts fonciers et terrain
 - Gros œuvre et clos couverts
 - Aménagement intérieur
 - Cuisine et matériel de cuisine et/ou aménagement pour stockage couches
 - Mise aux normes (réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants)
 - Informatisation des structures (achat de logiciel)
 - Autres (changement des sanitaires, des fenêtres, etc...) (à préciser) :
- Equipements simples et particuliers
 - Honoraires et frais administratifs

Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux :

Date de début des travaux :	
Date de fin des travaux :	
Coût total des travaux :	

RENSEIGNEMENTS A COMPLETER PAR LA CAF

Le territoire d'implantation de la structure est-il signataire d'une Ctg ? OUI NON

Taux de couverture du territoire :

La structure est-elle implantée dans les quartiers prioritaires au titre de la politique de la Ville (Qpv) ?

OUI NON



Description du projet :

Diagnostic : besoins des familles, nature de l'offre en mode d'accueil proposée

Comptes rendus de la Pmi (dates et contenu)

Objectifs recherchés :

2- PLAN DE FINANCEMENT

DEPENSES	MONTANT ⁽¹⁾	RECETTES	MONTANT
Acquisition de matériel		Apport personnel du demandeur	
Coûts fonciers, terrain		Subvention Etat	
Gros œuvre, clos couverts		Subvention Département	
Cuisine et matériel et/ou stockage de couches		Subvention Commune	
Aménagement intérieur		Subvention EPCI	
Equipements simples et particuliers		Subvention Entreprises privées	
Honoraires et frais administratifs			
Informatisation			
Travaux relevant de la sécurité		Subvention* Caf «Fonds de modernisation des Eaje» (Fme)	
Autre (<i>précisez</i>)		Autres subventions (<i>précisez</i>)	
Main d'œuvre			
Total		Total	

¹ Les montants doivent être indiqués, HT pour les collectivités territoriales et TTC pour les associations.

*Le montant de l'aide accordée au titre du FME doit être au maximum de 80% du coût par place des travaux (afin qu'il y ait un cofinancement d'au moins 20%).

Le montant de l'aide accordée par place est plafonné à 4000€.

PIECES A JOINDRE :

- Devis détaillés des travaux ou des acquisitions.



INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE

Année d'ouverture initiale :

Nombre de places existantes avant rénovation :

Nombre de places après rénovation :

Une rénovation a-t-elle déjà été effectuée ? OUI NON

Si oui à quelle date?.....

L'absence de travaux de rénovation est-elle susceptible d'entraîner :

✓ Une fermeture de places ? OUI NON

✓ Une fermeture de l'établissement ? OUI NON

ATTESTATION DU DEMANDEUR

Le responsable légal certifie exacts les renseignements joints à l'appui de la présente demande et accepte de communiquer à la Caf, tout document complémentaire destiné à les vérifier.

Il s'engage à permettre à la Caisse d'allocations familiales d'opérer tout contrôle qu'elle jugera nécessaire sur les aides octroyées (réalisation effective de l'opération, affectation des montants dépensés).

A : Le :

Nom, prénom du responsable légal :

Signature,

Cachet du demandeur,



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Afin de garantir leur intégrité et de prévenir les fraudes, les bénéficiaires des subventions de la branche signent une attestation de probité et de non-condamnation.

Je soussigné(e) :

né(e) le : à

demeurant :

.....

.....

déclare :

- n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d'exercer une activité commerciale ;

- n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A : Le :

Nom, prénom du déclarant :

Signature



MODELE DE LA DECLARATION D'INTERETS

La branche Famille s'abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l'objet des fonds versés.

Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d'intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l'usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e) :, en qualité de

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

- exploitants ultérieurs de la structure financée ;
- entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

Déclaration :

1° Déclaration des liens matériels, directs ou indirects :

- Le demandeur est-il lié à l'entité propriétaire des murs ? [] OUI [] NON
Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ? [] OUI [] NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

- les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire ;
- l'appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire ;
- l'existence d'une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire, en particulier une participation aux organes dirigeants du propriétaire ou du gestionnaire ;
- l'exercice d'une activité rémunérée ou donnant lieu à gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire, ou au sein de la structure dans le cadre d'une Maison d'assistant maternel.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



2° Déclaration des liens familiaux :

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec une personne physique qui détient ou gère la personne morale en charge de l'exploitation, ou le propriétaire des murs ?

.....
.....
.....
.....
.....

Dans le cas d'un projet de Mam :

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec un ou plusieurs professionnels ayant vocation à travailler au sein de l'établissement ?

.....
.....
.....
.....
.....

3° Autre lien susceptible de présenter un risque de dévoiement de la subvention versée :

.....
.....
.....
.....
.....

Je soussigné(e),certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

Fait le :

Signature